

**ATTENTAT DU
11 FÉVRIER 1996 CONTRE
LE SOIR D'ALGÉRIE**

**PIERRE PICCININ DA PRATA, ANCIEN OTAGE D'UN GROUPE
ARMÉ EN SYRIE, REPORTER DE GUERRE ET RÉDACTEUR
EN CHEF DU COURRIER DU MAGHREB ET DE L'ORIENT :**

«Les attentats du *Soir d'Algérie* et de *Charlie Hebdo* m'ont prouvé que le monde n'est pas un village»

L'Italo-Belge Pierre Piccinin da Prata est un historien, politologue et reporter de guerre qui a été enlevé par un groupe armé «islamique» en Syrie qui l'a détenu pendant des mois. Il est, actuellement, rédacteur en chef du Courrier du Maghreb et de l'Orient. Il évoque, dans cet entretien, les attentats terroristes ayant ciblé Le Soir d'Algérie, le 11 février 1996, et Charlie Hebdo en janvier de l'année en cours.

Le Soir d'Algérie : Le 11 février 1996, un attentat terroriste au véhicule piégé a ciblé le siège de la Maison de la presse à Alger, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés. En tant qu'ancien otage d'une faction djihadiste, comment qualifiez-vous cet acte ? Et quel lien feriez-vous entre cet attentat perpétré par le Groupe islamique armé (GIA) et celui qui a eu lieu tout récemment au siège de *Charlie Hebdo*, en France ?

Pierre Piccinin da Prata : Dans le cas de l'attentat à la bombe du 11 février 1996, à tel point violent qu'il avait rasé la Maison de la presse où s'était installée la rédaction du *Soir d'Algérie*, il s'agissait sans aucun doute d'un attentat et de terrorisme. Le contexte était bien clair : les années 1990, la décennie noire en Algérie, lorsque diverses factions islamistes algériennes — donc endogènes au peuple algérien — cherchaient, par la terreur, à imposer à la population — et à l'Etat, in fine — leur mode de vie et leur conception de la société. Je m'exprime en ces termes, car je voudrais faire la différence, sur un point, entre ces événements du 11 février 1996 et les attaques qui ont eu lieu en janvier dernier à Paris, au siège de la rédaction du magazine *Charlie Hebdo* notamment. Dans ce dernier cas, il s'agissait effectivement d'attaques menées par un groupe armé mandaté par une organisation (voire

même une forme d'Etat, l'Etat islamique) extérieure à la France et avec laquelle la France est en guerre depuis qu'elle s'est militairement engagée en Irak. C'est la même chose en ce qui concerne l'attaque du Musée juif de Bruxelles, quelques mois auparavant : ce n'était pas seulement le Musée juif qui était visé, en tant que lieu emblématique (intrinsèquement lié à Israël et à sa politique meurtrière en Palestine), mais l'Etat belge dans son ensemble, lui aussi depuis peu militairement actif en Irak. Ce que je veux dire, c'est que, dans le cas de Bruxelles et de Paris, il s'agissait — je le pense — d'actes de guerre, de ripostes à caractère militaire (même si elles ont été limitées par le fait des moyens réduits dont dispose l'adversaire), et non à proprement parler de terrorisme. Je profite de votre question et m'empresse de le dire, avant que, dans l'hystérie du moment, une nouvelle législation liberticide soit promulguée et m'en empêche ; comme vous le savez peut-être, en France et en Belgique, certains sujets sont tabous et les historiens et les journalistes ne peuvent pas s'exprimer à propos de tout : certaines questions ont fait l'objet de lois qui interdisent le débat. C'est le cas de certains événements qui ont eu lieu durant la Seconde Guerre mondiale ; mais on parle aussi, maintenant, de limiter la liberté d'expression à propos de sujets en rapport avec le terrorisme... Cela dit, 1996 à Alger et 2015 à



Pierre Piccinin da Prata.

Paris ont un point commun : l'assassinat de journalistes qui, à tort ou à raison, exprimaient un point de vue que les islamistes refusaient d'entendre. Même si, en Algérie, il s'agissait de défendre la société démocratique contre l'intégrisme religieux, alors que, dans le cas précis de *Charlie Hebdo*, l'objectif médiatique était en tout différent : on a là plutôt eu affaire à une provocation assez grossière, des caricatures du Prophète Mohamed parfois très malsaines, voire une provocation gratuite, et, certainement, qui a choqué inutilement une partie des musulmans de France et du monde.

Comment cet attentat terroriste du 11 février 1996 avait-il été perçu en Occident ?

Pour dire la vérité, à l'époque, il était passé relativement inaperçu... Certains

médias l'avaient bien sûr évoqué, mais sans plus. Et, aujourd'hui, la presse européenne n'a pas fait le lien avec l'attaque de Paris ; très peu de journalistes européens ont rappelé que, le 11 février 1996, l'Algérie, d'une certaine manière, avait déjà connu son *Charlie Hebdo*.

On pourrait aussi rappeler l'attentat qui avait eu lieu deux ans plus tôt, à Alger également, lorsque *l'Hebdo libéré* avait été visé, un journal qui écrivait régulièrement sur la menace que constituait à l'époque l'islamisme radical. C'était le 21 mars 1994, et le mode opératoire des terroristes avait été identique à celui des agresseurs de *Charlie Hebdo* : les assaillants étaient sortis d'un véhicule, étaient entrés dans les locaux de *l'Hebdo libéré* et avaient mitraillé le personnel du journal.

Il me semble que le lien devait être fait, symboliquement, tant les simili-

tudes sont fortes. Mais ce sont des événements dont la plupart des journalistes européens ignorent tout ; et donc, personne n'en a parlé, en Europe, après l'attaque de *Charlie Hebdo*.

Pourtant, parmi les victimes de l'attentat contre *Le Soir d'Algérie*, en 1996, il y avait le rédacteur en chef, Allaoua Aït Mebarek, et aussi Mohamed Dhorban, qui était caricaturiste, dessinateur de presse, comme les victimes de l'attaque contre *Charlie hebdo*. Mais personne n'a fait la comparaison. Pourquoi ? Parce que, à Paris, personne ne s'intéresse à un attentat à Alger. L'Occident est tellement habitué à ce que la mort et la guerre frappent les pays arabes que cela paraît «normal» ; et personne ne s'en émeut.

Par contre, quand un attentat frappe Paris, c'est l'hystérie totale en Occident, de New-York à Bruxelles. Depuis les attentats de Paris, en janvier 2015, j'ai la preuve, flagrante, que le monde n'est pas un village...

Les professionnels de la presse algérienne seraient-ils parmi les premiers dans le monde à être ciblés par les terroristes ?

Je ne sais pas si la presse algérienne est plus visée que partout ailleurs. Mais il est certain que, dans les années 1990, elle a payé un lourd tribut pour avoir osé mettre en garde les citoyens algériens contre le danger que représentaient les intégristes islamistes.

On dénombre les journalistes assassinés durant cette période à presque 120 ! Saviez-vous que, lors de l'attentat contre *l'Hebdo libéré*, si Abderrahmane Mahmoudi, le rédacteur en chef, n'a pas été tué, c'est parce qu'il n'était pas présent à la rédaction ce jour-là ? Il s'était rendu aux obsèques de Djamel Benzaghout, un autre journaliste, assassiné à Bab El-Oued...

Mounir Abi

**M^e FAROUK KSENTINI,
PRÉSIDENT DE LA CNCPDH :**
«L'auteur de cet attentat
peut toujours être jugé»



«Même si le dossier est classé par la justice, l'auteur de l'attentat terroriste perpétré contre le siège de la Maison de la presse, le 11 février 1996, ne peut pas bénéficier des dispositions de la charte portant réconciliation nationale», a déclaré au *Soir d'Algérie* M^e Farouk Ksentini, président de la Commission nationale consultative de promotion des droits de l'homme (CNCPDH). Pourrait-il être poursuivi en justice s'il était identifié, même si le dossier de cette affaire est classé ? «Oui, il sera jugé, puisqu'il fait partie des trois catégories de terroristes qui ne peuvent pas bénéficier de cette charte», nous dira M^e Farouk Ksentini qui rappelle que ces derniers sont ceux qui ont déposé des explosifs dans des lieux publics, ceux qui sont auteurs de viol et ceux qui ont participé à des massacres.

Par ailleurs, le président de la CNCPDH fait le lien avec l'attentat terroriste ayant ciblé le siège de *Charlie Hebdo*. «L'attentat du 11 février 1996 et celui qui a ciblé *Charlie Hebdo* sont tous les deux des attentats terroristes qu'il faut condamner. Le terrorisme doit être combattu», ajoute M^e Farouk Ksentini.

M. A.

«Dossier classé» pour la justice

C'était le 11 février 1996, 21^e jour du mois sacré du Ramadhan. Un véhicule bourré d'explosifs cible le siège du *Soir d'Algérie* à la Maison de la presse.

L'attentat terroriste perpétré par le groupe islamique armé (GIA) a fait, selon un premier bilan établi à l'époque, 42 morts, dont des journalistes et des passants, et des centaines de blessés. Il est l'un des pires crimes commis contre la presse algérienne durant

la décennie noire. D'après des témoignages recueillis à l'époque, un terroriste conduisant un fourgon a abandonné ce véhicule bourré d'explosifs devant la fenêtre de la rédaction du journal, donnant sur la rue Hassiba-Ben-Bouali.

«Les terroristes semblent être bien informés puisque connaissant l'emplacement de la salle de rédaction ciblée par cet attentat», avaient noté des observateurs.

Aucune annonce de l'arrestation de l'auteur de cet attentat criminel n'a été faite depuis.

Une source annonce même que le dossier relatif à cet attentat est classé pour la justice «puisque son auteur n'a pas été interpellé».

La repentance de nombre de terroristes du GIA, du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), devenu Al Qaïda au Maghreb islamique, a-t-elle permis aux services de sécurité

d'obtenir des renseignements sur l'auteur de ce carnage ? On l'ignore.

L'arrivée de la charte portant réconciliation nationale qui aurait, d'après les pouvoirs publics, permis la repentance de 6 000 personnes ne favorisait pas la communication de telles informations en direction de l'opinion publique nationale.

M. A.

AMER OUMALOU, PRÉSIDENT DE LA SECTION ALGÉRIENNE DE L'UIPF :

**«La corporation journalistique algérienne
a été frappée à huis clos»**

«L'attentat du 11 février 1996 qui a ciblé le siège de la Maison de la presse d'Alger n'était pas le premier commis contre des journalistes en Algérie. En effet, en 1994, le 21 mars 1994, l'hebdomadaire indépendant *L'Hebdo libéré*, au centre d'Alger, subissait les foudres de cinq islamistes armés qui ont fait irruption au moment du bouclage de l'édition du lendemain, tuant deux employés et blessant trois autres», nous a déclaré Amer Oumalou, président de la section algérienne et vice-président international de l'Union internationale de la presse francophone (UIPF), à l'occasion de la date commémorative de l'attentat terroriste qui a ciblé, le 11 février 1996, le siège du *Soir d'Algérie* et de la maison de la presse Tahar-Djaout. «Le point commun entre l'attentat de 1994 et celui de

1996 était cette détermination à faire un "carnage" lors d'une décennie où la barbarie intégriste ciblait l'ensemble des intellectuels algériens, et plus particulièrement des journalistes.

En 1996, une voiture piégée venait dévaster les locaux du *Soir d'Algérie* tuant trois personnes : Allaoua Aït Mebarek, le rédacteur en chef, Mohamed Dhorban, caricaturiste et chroniqueur, Mohamed Derraza, chargé des pages détente, ainsi que de nombreux blessés et témoins de cet effroyable drame, dont mon ami Mounir Abi, a ajouté Amer Oumalou.

«Le parallèle que l'on peut mettre en exergue entre ces deux attentats ciblant des quotidiens algériens, et celui qui vient de toucher nos confrères français de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* est cette cruauté bes-

tiale et aveugle dont ont fait preuve les terroristes lors du massacre parisien de janvier 2015, et ceux algérois de mars 1994 et février 1996», d'après le président de la section algérienne de l'UIPF. «Toutefois, ce qui est regrettable, c'est que la médiatisation des attentats qui ont ciblé les journalistes algériens, qui ont payé un lourd tribut durant la décennie noire, est restée très faible et n'a eu qu'un écho marginal au sein des rédactions européennes.

Cette attitude paradoxale n'a fait qu'augmenter le ressentiment de la corporation en Algérie, frappée à huis clos, et sans aucun soutien de la communauté internationale», poursuit le vice-président de la zone Maghreb de l'UIPF, Amer Oumalou.

M. A.